

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté préfectoral n° 2017-42877
mise en demeure**

Société MORELLEC aux Mureaux

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-062/DRE du 22 février 2011 autorisant la société MORELLEC à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune des Mureaux, 124 rue Jean Mermoz, de son activité de traitement de surface pour la protection de pièces métalliques, à caractère artisanal, activité soumise à la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2012 imposant des prescriptions complémentaires à la société MORELLEC, concernant les RSDE (recherche substances dangereuses dans l'eau), pour son établissement situé aux Mureaux ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant, par courrier en date du 22 juin 2017 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 29 mai 2017 sur le site de la société MORELLEC ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 29 mai 2017, des-conformités notables ont été constatées ;

Considérant que les non-conformités notables qui sont susceptibles de présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement concernant :

- les dispositifs de désenfumage ;
- le contrôle des installations électriques et les mesures correctives associées ;
- le stockage des produits chimiques ;
- l'entretien des dispositifs de rétention ;
- l'évacuation des déchets ;
- l'étude technique concernant le risque foudre ;
- le contrôle des dispositifs de disconnexion ;
- la transmission du programme d'action RSDE ;
- le reclassement des activités de la société suite à la modification de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ,en mettant en demeure la société MORELLEC ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1 : La société MORELLEC, est mise en demeure, pour son établissement situé aux Mureaux, 124 rue Jean Mermoz, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 22 février 2011 :

- article 8.1.1.2. en :
 - réalisant sous un **délai de trois mois** la vérification des dispositifs de désenfumage ;
 - en équipant sous un **délai de six mois** ces dispositifs d'une commande manuelle ;
- article 7.3.3.3. en :
 - en fournissant, sous un **délai de trois mois**, un contrôle de ses installations électriques, par une société spécialisée ;
 - en justifiant, sous un **délai de six mois**, des actions correctives mises en place suite aux éventuelles remarques et non conformités mentionnées dans le rapport de contrôle des installations électriques ;
- article 7.5.3., sous un **délai de six mois**, en :
 - faisant figurer sur toutes les cuves et fûts de produits dangereux usagés la composition du déchet ;
 - indiquant de façon très lisible, à proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits ;
 - évacuant dans des filières adaptées les produits plus utilisés ;
- article 7.5.4., sous un **délai de six mois**, en :
 - disposant l'ensemble des produits ou déchets dangereux sur rétention ;
 - supprimant dans les rétentions, situées à l'intérieur et à l'extérieur des ateliers, tous les contenants limitant les volumes de rétention disponibles ;
 - nettoyant l'ensemble des dispositifs de rétentions ;
- article 5.1.3., sous un **délai de six mois**, en évacuant les cuves, les déchets ou produits dangereux dont il n'a plus l'utilité ;
- article 7.3.4., sous un **délai de six mois**, en justifiant de l'étude technique concernant le risque foudre. Cette étude définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance ;
- article 4.1.2., sous un **délai de trois mois**, en réalisant le contrôle périodique des dispositifs de disconnexion ;
- article 4 de l'arrêté complémentaire n° 2012195-0003 du 13 juillet 2012, sous un **délai de trois mois** en fournissant le programme d'action selon la trame définie à l'annexe VI de l'arrêté précité ;
- article R 513-1 du Code de l'environnement, sous un **délai de trois mois**, en déclarant le nouveau classement de ses activités suite à la modification de la nomenclature des installations classées.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société MORELLEC et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune des Mureaux,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **- 3 AOUT 2017**

Le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au Chef de l'Unité départementale
des Yvelines



Marion Rafalovitch

